

PROVINCE DE LUXEMBOURG. ARRONDISSEMENT DE MARCHE-EN-FAMENNE

COMMUNE DE NASSOGNE

Du registre aux délibérations du Conseil communal de cette commune, a été extrait ce qui suit :

SEANCE PUBLIQUE DU 21 JUIN 2024

PROCES – VERBAL

Séance du conseil communal du 21 juin 2024 à 19 heures 30.

PRESENTS :

M. Marc QUIRYNEN, Bourgmestre;
M. André BLAISE, ~~M. Marcel DAVID~~, M. José DOCK, Mme Marie-Alice PEKEL, Échevins;
Mme Florence ARRESTIER, Présidente du CPAS;
~~M. Vincent PEREMANS~~, M. Philippe LEFEBVRE, Mme Christine BREDa, Mme Véronique BURNOTTE, M. Bruno HUBERTY, M. Jean-François CULOT, M. Jérémy COLLARD, Mme Lynda PROTIN, M. Serge DEMORTIER, M. Philippe PIRLOT, M. Olivier HENROTIN, Conseillers;
M. Quentin PAQUET, Directeur général;

Le Bourgmestre ouvre la séance à 19h35 en excusant les absences de Vincent PEREMANS, retenu par des obligations professionnelles et de Marcel DAVID, au chevet de son épouse souffrante.

Le conseiller Philippe PIRLOT (DcM) propose d'ajouter des remerciements envers les membres de la caravane alimentaire aux remerciements fournis au Gal RoMaNa et l'ASBL Nature Attitude quant à la présentation réalisée à la dernière séance.

Sans autre remarque des membres présents, le procès-verbal de la séance du 30 mai 2024 tel que modifié sera signé par le Bourgmestre et le Directeur général.

1. Programme Stratégique Transversal (PST) - Evaluation finale

Le Conseil Communal,

Vu le Code de la Démocratie et de la Décentralisation (CDLD) ;

Vu les décrets du 19 juillet 2018 intégrant le Programme Stratégique Transversal (PST) dans le Code de la Démocratie et de la Décentralisation et dans la loi organique du 08 juillet 1976 des centres publics d'action sociale ;

Vu la déclaration de politique communale présentée par le Collège communal et approuvée par le Conseil communal en sa séance du 24 janvier 2019 ;

Vu la délibération du Conseil communal du 02 septembre 2019 prenant acte du Programme Stratégique Transversal tel que réalisé et présenté par le Collège communal ;

Vu la délibération du Conseil communal du 17 février 2022 prenant acte de la présentation, à mi-législature, du Programme Stratégique Transversal,

Considérant que ce programme est un document stratégique qui aide les communes à mieux programmer leurs politiques communales en développant une culture de la planification et de l'évaluation ;

Considérant que le programme stratégique transversal est un outil de gouvernance pluriannuel qui reprend la stratégie développée par le Collège communal pour atteindre les objectifs qu'il s'est fixés ;

Considérant que ce programme repose sur une collaboration entre le Collège communal et l'administration pour le volet qui leur est propre ;

Considérant que ce programme doit faire l'objet d'une évaluation à mi-mandat ainsi que d'une évaluation en fin de législature ;

Considérant que l'évaluation de fin de législature doit être transmise au Conseil communal ;

PREND ACTE de l'évaluation finale du Programme Stratégique Transversal (PST).

2. Site de la scierie : proposition de convention de location de parcelles

Le Conseil Communal,

Vu la décision du Conseil communal du 30 décembre 2020 approuvant la promesse de vente par le comité d'acquisition et signée par Monsieur Bernard Beurlet propriétaire de la scierie sise Rue des Clusères à Nassogne (cadastrée Nassogne Section A n°927P, 964C et 964F pour une contenance totale de 98a 22ca) au montant de 500.000€ ;

Considérant que préalablement à cette décision et en accord avec la commune, Monsieur Beurlet exploiterait la scierie jusqu'en décembre 2022 au plus tard ;

Considérant le retour de Monsieur Beurlet, sollicitant une prolongation de son occupation de la scierie jusqu'au 31 décembre 2023 ;

Considérant l'accord de principe du Collège sur ce point,

Considérant l'acte acquisition d'immeuble réalisé le 15 février 2022 entre la Commune de Nassogne et Monsieur Bernard Beurlet, propriétaire des parcelles précitées,

Considérant les discussions entre les deux parties et le souhait de finaliser l'écoulement des stocks actuellement présents sur les parcelles concernées,

Considérant que la mise en location de la parcelle permettrait d'assurer l'entretien du bien pendant l'implémentation administrative d'un projet sur ces parcelles ;

Considérant l'amendement proposé par Philippe PIRLOT(D.c.M.) visant à maintenir le montant de la location à 1.000€ pendant toute la durée de la convention,

Considérant que l'amendement, soumis au vote, est rejeté par 1 voix POUR et 14 voix CONTRE,
Ont voté CONTRE : Marc QUIRYNEN ; André BLAISE ; Marie-Alice PEKEL ; José DOCK ; Florence ARRESTIER ; Philippe LEFEBVRE ; Véronique BURNOTTE ; Christine BREDAS ; Bruno HUBERTY ; Jean-François CULOT ; Jérémy COLLARD ; Lynda PROTIN, Serge DEMORTIER ; Olivier HENROTIN,

Considérant la transmission du dossier au Directeur financier pour avis préalable en date du 12/06/2024,

Considérant l'avis Positif du Directeur financier remis en date du 13/06/2024,

DECIDE

Par 14 voix POUR et 1 voix CONTRE,

Article 1er. De marquer son accord sur le projet de convention de bail de droit commun entre la commune de Nassogne et la SRL Beurlet Bois.

Article 2. De charger le Bourgmestre et le Directeur général de la signature de ladite convention.

A voté CONTRE : Philippe PIRLOT.

3. Plan comptable de l'eau : exercice 2023

Le Conseil Communal,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1122-30, L 1124-40, L3111-1 à 3151-1 ;

Vu le Livre II du Code de l'Environnement relatif au Code de l'Eau ;

Vu l'arrêté ministériel du 18 mai 2007 fixant le règlement général de distribution d'eau en Région Wallonne à destination des abonnés et des usagers ;

Vu la circulaire ministérielle du 20 juillet 2023 relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne, à l'exception des communes relevant des communes de la Communauté germanophone, pour l'année 2024, notamment l'article VI.4.18 ;

Vu la circulaire adoptée par le Gouvernement wallon le 29 juin 2017 relative à la régulation du prix de l'eau en Wallonie ;

Considérant l'article D.228 du Code l'Eau instaurant une tarification uniforme de l'eau et stipulant que le coût-vérité à la distribution est déterminé par le distributeur sur base d'une projection pluriannuelle et prospective élaborée au départ d'une situation comptable connue et établie dans le respect des règles d'évaluation fixées au plan comptable uniformisé arrêté par le Gouvernement ;

Considérant l'article R.308bis-34 du Code l'Eau relatif au dépôt du plan comptable de l'eau auprès du secrétariat du Comité de contrôle de l'eau ;

Attendu qu'il y a lieu d'établir le coût-vérité à la distribution de l'eau sur base des résultats du compte communal 2023 ;

Considérant le plan comptable de l'eau 2023 aboutissant à un coût-vérité à la distribution calculé à 2,98 € ;

Vu la situation financière de la commune ;

Considérant la transmission du dossier au Directeur financier pour avis préalable en date du 07/06/2024,

Considérant l'avis Positif du Directeur financier remis en date du 13/06/2024,

Sur proposition du Collège communal ;

Après en avoir délibéré ;

Par 14 voix POUR et 1 ABSTENTION,

DÉCIDE,

Article 1^{er}. D'approuver le "Plan comptable de l'eau 2023" aboutissant à un cout-vérité à la distribution de 2,98 €.

Article 2. De transmettre cette décision ainsi que le dossier y afférent au Comité de Contrôle de l'Eau de la Région wallonne.

S'est ABSTENU : Philippe PIRLOT.

4. Acquisition des équipements et des services en matière de cybersécurité - Recours à un achat sans crédit

Le Conseil Communal,

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation et notamment, les articles L1122-30 relatif aux attributions du Conseil communal et 1311-5 ;

Vu la délibération du Collège Communal du 8 janvier 2024 d'adhérer à une centrale d'achat « cybersécurité » d'Imio ;

Considérant que par cette adhésion, la Commune est devenue éligible au subside cyber pour un montant pouvant atteindre 10.000,00 € (catégorie 1) ;

Considérant que le crédit nécessaire à l'acquisition des équipements et des services en matière de cybersécurité n'est pas prévu au budget 2024 ;

Vu le souhait de la Commune à pouvoir recourir à un marché public conjoint avec le CPAS pour l'acquisition d'équipements et de services en matière de cybersécurité dans le cadre de la centrale d'achats d'Imio ;

Considérant que la Commune n'a été informée de son éligibilité à ce subside qu'en date du 28 mars 2024 ;

Considérant que pour pouvoir être éligibles, les bons de commande doivent être introduits pour le 30 juin 2024 au plus tard ;

Considérant que le non-respect des modalités d'introduction des commandes entraînera l'inéligibilité des dépenses qui resteront donc à charge des finances de la Commune ;

Considérant dès lors que les critères permettant d'effectuer un achat sans crédit prévu à l'article 1311-5 sont rencontrés à savoir le caractère imprévu et impérieux de la dépense ;

Sur proposition du Collège communal ;

A l'unanimité,

DÉCIDE

Article 1 : De réaliser ces achats sans crédit budgétaire selon les prescrits de l'article 1311-5 du CDLD.

Article 2 : De prévoir 10.000,00 € en recette de subside à l'article 13101/465-48 et 10.000,00 € en dépense à l'article 131/123-13 lors de la prochaine modification budgétaire.

Article 3 : De charger le Collège communal de l'exécution de la présente décision.

5. PIC 2022-2024 - Parking de la N4 à Bande - Approbation des conditions et du mode de passation

Le Conseil Communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier des charges N° 651 relatif au marché "PIC 2022-2024 - Parking de la N4 à Bande" établi par l'auteur de projet ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 285.014,77 € hors TVA ou 344.867,87 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte ;

Considérant que selon la circulaire relative à la mise en œuvre des plans d'investissement communaux, les dossiers doivent être introduits pour le 30 juin 2024;

Considérant que le crédit permettant cette dépense sera inscrit au budget extraordinaire lors d'une prochaine modification budgétaire;

Considérant la transmission du dossier au Directeur financier pour avis préalable en date du 07/06/2024,

Considérant l'avis Positif du Directeur financier remis en date du 13/06/2024,

A l'unanimité,

DECIDE

Article 1er : D'approuver le cahier des charges N° 651 et le montant estimé du marché "PIC 2022-2024 - Parking de la N4 à Bande", établis par l'auteur de projet. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 285.014,77 € hors TVA ou 344.867,87 €, 21% TVA comprise.

Article 2 : De passer le marché par la procédure ouverte.

Article 3 : De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

Article 4 : De financer cette dépense par le crédit qui sera inscrit au budget extraordinaire lors d'une prochaine modification budgétaire.

6. PIC 2022-2024 - Rue de Masbourg à Nassogne - Approbation des conditions et du mode de passation

Le Conseil Communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier des charges N° 653 relatif au marché "PIC 2022-2024 - Rue de Masbourg à Nassogne " établi par l'auteur de projet ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 641.227,54 € hors TVA ou 775.885,32 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte ;

Considérant que selon la circulaire relative à la mise en œuvre des plans d'investissement communaux, les dossiers doivent être introduits pour le 30 juin 2024;

Considérant que le crédit permettant cette dépense sera inscrit au budget extraordinaire lors d'une prochaine modification budgétaire;

Considérant la transmission du dossier au Directeur financier pour avis préalable en date du 07/06/2024,

Considérant l'avis Positif du Directeur financier remis en date du 13/06/2024,

A l'unanimité,

DECIDE

Article 1er : D'approuver le cahier des charges N° 653 et le montant estimé du marché "PIC 2022-2024 - Rue de Masbourg à Nassogne. ", établis par l'auteur de projet. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 641.227,54 € hors TVA ou 775.885,32 €, 21% TVA comprise.

Article 2 : De passer le marché par la procédure ouverte.

Article 3 : De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

Article 4 : De financer cette dépense par le crédit qui sera inscrit au budget extraordinaire lors d'une prochaine modification budgétaire.

7. PIC 2022-2024 - Liaison cyclable entre 2 chemins le long de la N889 à Nassogne - Approbation des conditions et du mode de passation

Le Conseil Communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier des charges N° 654 relatif au marché "PIC 2022-2024 - Liaison cyclable entre 2 chemins le long de la N889 à Nassogne." établi par l'auteur de projet ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 112.875,00 € hors TVA ou 136.578,75 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte ;

Considérant que selon la circulaire relative à la mise en œuvre des plans d'investissement communaux, les dossiers doivent être introduits pour le 30 juin 2024;

Considérant que le crédit permettant cette dépense sera inscrit au budget extraordinaire lors d'une prochaine modification budgétaire;

Considérant la transmission du dossier au Directeur financier pour avis préalable en date du 07/06/2024,

Considérant l'avis Positif du Directeur financier remis en date du 13/06/2024,

A l'unanimité,

DECIDE

Article 1er : D'approuver le cahier des charges N° 654 et le montant estimé du marché "PIC 2022-2024 - Liaison cyclable entre 2 chemins le long de la N889 à Nassogne.", établis par l'auteur de projet. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 112.875,00 € hors TVA ou 136.578,75 €, 21% TVA comprise.

Article 2 : De passer le marché par la procédure ouverte.

Article 3 : De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

Article 4 : De financer cette dépense par le crédit qui sera inscrit au budget extraordinaire lors d'une prochaine modification budgétaire.

8. Élections communales du 13 octobre 2024 : Ordonnance de police

Le Conseil Communal,

Vu les articles 119, 134 et 135, §2 de la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, tel que modifié par le décret du 1^{er} juin 2023, les articles L1133-1, L4112-10, L4112-11, L4112-14, §§1^{er} et 2, 4^o, L4124-1 §1^{er} et L4130-1 à L4130-4 ;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales ;

Vu le décret relatif à la voirie communale du 06 février 2014, les articles 60, §2, 2^o, et 65 ;

Considérant que les prochaines élections communales et provinciales se dérouleront le dimanche 13 octobre 2024 ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures en vue d'interdire certaines méthodes d'affichage électoral et d'inscription électorale ainsi que de distribution et l'abandon de tracts en tous genres sur la voie publique, ces méthodes constituant des atteintes à la tranquillité et la propreté publiques ;

Considérant qu'il est également absolument nécessaire, en vue de préserver la sûreté et la tranquillité publiques, durant la période électorale, de prendre des mesures en vue d'interdire l'organisation de caravanes motorisées nocturnes dans le cadre des élections ;

Vu l'Arrêté de police du Gouverneur de Province de Luxembourg pris en date du 24 mai 2024 et sans préjudice de ce dernier ;

A l'unanimité,

DECIDE :

Article 1^{er}. A partir du 13 juillet 2024 et jusqu'au 13 octobre 2024 à 15 heures, il est interdit d'abandonner des tracts et autres prospectus électoraux sur la voie publique.

Article 2. Du 13 juillet 2024, jusqu'au 13 octobre 2024 inclus, il sera interdit d'apposer des inscriptions, des affiches, des reproductions picturales et photographiques et des tracts sur la voie publique et sur les arbres, plantations, panneaux, pignons, façades, murs, clôtures, supports, poteaux, bornes, ouvrages d'art, monuments et autres objets qui la bordent ou qui sont situés à proximité immédiate de la voie publique à des endroits autres que ceux déterminés pour les affichages par les autorités communales ou autorisés, au préalable et par écrit, par le propriétaire ou par celui qui en a la jouissance.

Article 3. Des emplacements sont réservés par les autorités communales à l'apposition d'affiches électorales. Ces emplacements sont répartis équitablement entre les différentes listes sur base du critère suivant : caractère complet de la liste.

Les affiches électorales et les tracts, identifiant ou non des candidats, ne peuvent être utilisées que si elles sont dûment munies du nom d'un éditeur responsable et qu'elles indiquent la mention « ne pas jeter sur la voie publique ».

Aucune affiche, aucun tract, aucune inscription ne peut inciter, ni expressément ni implicitement, au racisme ou à la xénophobie, ni rappeler, directement ou indirectement, les principes directeurs du nazisme ou du fascisme.

Article 4. Le placement des affiches aux endroits qui ont été réservés par les autorités communales à l'apposition d'affiches électorales, ou aux endroits qui ont été autorisés, au préalable et par écrit, par le propriétaire ou par celui qui en a la jouissance, est interdit :

- entre 22 heures et 07 heures, et cela du 13 juillet jusqu'au 12 octobre 2024 ;

- du 12 octobre 2024 à 22 heures au 13 octobre 2024 à 15 heures.

Article 5. Les caravanes motorisées, ainsi que l'utilisation de haut-parleurs et d'amplificateurs sur la voie publique entre 22 heures et 7 heures, sont également interdits.

Article 6. La police locale est expressément chargée :

- d'assurer la surveillance des lieux et endroits publics jusqu'au lendemain des élections ;
- de dresser procès-verbal à l'encontre de tout manquement ;
- par requête aux services communaux, de faire enlever ou disparaître toute affiche, tract, ou inscription venant à manquer aux prescriptions de la présente ordonnance ou aux dispositions légales en la matière.

Article 7. Les enlèvements précités se feront aux frais des contrevenants.

Article 8. Tout manquement aux dispositions de la présente ordonnance sera puni, pour les infractions concernées, par les sanctions énoncées dans le décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale. Pour les autres infractions, tout manquement aux dispositions de la présente ordonnance sera puni des sanctions prévues par le règlement de police communal.

Article 9. Un recours en annulation, ainsi qu'un éventuel recours en suspension, peuvent être introduits par requête auprès du Conseil d'État sis au 33, rue de la Science, 1040 Bruxelles ou électroniquement via le site : <https://leproadmin.raadvst-consetat.be/>, dans un délai de 60 jours à compter de la notification de la présente ordonnance, conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'État du 12 janvier 1973.

Article 10. Copie de la présente ordonnance est transmise :

Au Gouverneur de Province ;
au Collège Provincial, avec un certificat de publication ;
au greffe du Tribunal de Première Instance de la province de Luxembourg ;
au greffe du Tribunal de Police de la Zone de Police Famenne-Ardenne ;
à Monsieur le chef de la zone de police Famenne-Ardenne ;
au Service public de Wallonie Intérieur et Action sociale ;
au siège des différents partis politiques.

Article 11. La présente ordonnance est publiée conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

9. Assemblée générale ordinaire de l'intercommunale VIVALIA du 25 juin 2024 : approbation de l'ordre du jour

Le Conseil Communal,

Vu la convocation adressée ce 24 mai 2024 par l'Association intercommunale VIVALIA aux fins de participer à l'Assemblée générale ordinaire qui se tiendra le mardi 25 juin 2024 à 18h30' au Centre universitaire provincial (CUP) à Bertrix, Route des Ardoisières - 100 à 6800 Bertrix.

Vu les articles L1523-2 et L1523-12 § 1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et les articles 23, 25 et 27 des statuts de l'Association intercommunale VIVALIA;

Vu les documents de travail annexés à la susdite convocation, relatifs aux différents points inscrits à l'ordre du jour ;

Après discussion,

Par 13 voix *POUR* et 2 *ABSTENTIONS*,

DECIDE

de marquer son accord sur les différents points inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée générale ordinaire de l'Association intercommunale VIVALIA qui se tiendra le mardi 25 juin 2024 comme mentionné ci-avant ;

1. tels qu'ils sont repris dans la convocation, et sur les propositions de décision y afférentes, inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée générale ordinaire de l'Association intercommunale VIVALIA du 25 juin 2024;
2. de charger le Collège des bourgmestre et échevins de veiller à l'exécution de la présente délibération et de déposer/transmettre une copie conforme de celle-ci au siège social de l'Association Intercommunale VIVALIA, le plus tôt possible avant l'Assemblée générale ordinaire.

Se sont ABSTENUS : Véronique BURNOTTE ; Philippe PIRLOT.

10. Communications

Le Conseil Communal,

Prend connaissance d'informations relatives à la vie communale :

- Arrêté ministériel du 27 mai 2024 réformant les modifications budgétaires n°1 pour l'exercice 2024 de la commune de Nassogne, votées en séances du conseil communal en date du 25 avril 2024 ;
- Arrêté ministériel du 28 mai 2024 approuvant la délibération du 25 avril 2024 par laquelle le conseil communal établit une redevance sur la location du produit touristique "Escape in the City - Nassogne".

QUESTIONS.

Philippe PIRLOT demande pour avoir des informations complémentaires concernant le problème juridique avec la société Microland.

Le Bourgmestre Marc QUIRYNEN indique qu'il s'agit d'un problème d'autoliquidation de la TVA.

Philippe PIRLOT demande ce qui est prévu par le Collège pour lutter contre la prolifération des rats.

Le Bourgmestre Marc QUIRYNEN indique que la commune intervient principalement par rapport aux égouts et que des raticides sont également disponibles auprès de l'administration communale.

Philippe PIRLOT indique, concernant le hall omnisports d'une part, que des clubs sportifs se plaignent de l'emplacement des panneaux de basket qui gênent leur pratique sportive et d'autre part que l'eau chaude utilisée au bar provient d'une chaudière située assez loin et que dès lors une grande quantité d'eau chaude est consommée avant utilisation.

L'Echevin André BLAISE indique que concernant l'eau chaude, la discussion sera menée avec le service travaux et que pour les tours de basket-ball, elles sont enlevées pour permettre la pratique du mini-foot mais qu'il n'y a pas eu d'autres demandes à ce sujet.

Philippe PIRLOT demande quelle solution pourrait être apportée pour les riverains de la rue Cocraimont de Grune, où il existe un casse-vitesse assez bruyant et qui verra son trafic augmenté avec une future déviation suite à des travaux.

Le Bourgmestre Marc QUIRYNEN indique que pour les casse-vitesses, le problème reste toujours le même, qu'ils sont sollicités puis demandés à être enlevés à cause du bruit. Que toutefois la demande sera étudiée dans le cadre des travaux.

Philippe PIRLOT indique être surpris de ne pas avoir été invité à la réunion dans le cadre des communautés d'énergie.

L'Echevin José DOCK indique qu'ont été invités les gros producteurs d'électricité, c'est à dire les personnes bénéficiant de grandes superficies de toiture ainsi que des institutions publiques et la maison de repos de Nassogne.

Aucune autre question n'étant posée, la séance publique est clôturée à 21h27.

Par le Conseil,

Le Directeur général,

A blue ink signature consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke at the end.

Le Bourgmestre,

A blue ink signature consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke at the end.